



Strasbourg, le 20 avril 2007

**Greco (2007) 5F**

**32<sup>ème</sup> Réunion plénière du GRECO**  
(Strasbourg, 19-23 mars 2007)

**RAPPORT DE SYNTHÈSE**

## **I. Ouverture de la réunion**

1. La 32<sup>e</sup> Réunion plénière du GRECO est présidée par Drago KOS (Président, Slovaquie). La liste des participants fait l'objet de l'Annexe I au présent rapport.
2. Le Président ouvre la réunion en souhaitant la bienvenue aux représentants nouvellement nommés de la Fédération de Russie, qui est devenue le 44<sup>e</sup> membre du GRECO le 1<sup>er</sup> février 2007 après avoir ratifié la Convention pénale sur la corruption (STE 173). Le chef de la délégation russe a déclaré que son pays est déterminé à jouer un rôle actif dans la coopération internationale pour la lutte contre la corruption. Un groupe de travail interinstitutions créé par décret présidentiel a été chargé de formuler des propositions en vue de la mise en place d'un organisme spécialisé, autorisé à coordonner les efforts nationaux de lutte contre la corruption. Cet organisme serait appelé à devenir le principal interlocuteur du GRECO.
3. M. Kos informe la réunion plénière de sa rencontre, en février, avec M. V P IVANOV, de l'Administration présidentielle russe, qui dirige le groupe de travail interinstitutions cité par le chef de la délégation russe. M. Kos est persuadé que la Fédération de Russie progressera dans ses efforts de lutte contre la corruption et que l'entrée de ce pays au GRECO sera mutuellement profitable.
4. M. Kos souhaite également la bienvenue aux autres représentants, et en particulier à ceux dont la nomination est récente.

## **II. Adoption de l'ordre du jour**

5. Les deux rapporteurs étant empêchés de participer à la réunion, l'examen du projet de Rapport de Conformité du Deuxième Cycle sur la Suède est reporté au GRECO 33 (mai 2007). L'ordre du jour est adopté tel qu'il figure en Annexe II au présent rapport. Le Président attire l'attention sur le fait que la deuxième lecture du projet de Rapport d'Évaluation des Premier et Deuxième Cycles conjoints sur l'Ukraine se fera mercredi en raison de l'organisation, jeudi et vendredi, de l'Atelier de formation pour le lancement du troisième cycle d'évaluation sur la transparence du financement des partis politiques.

## **III. Informations du Président**

6. Concernant le rapport du Bureau 38 (cf. Greco (2007) 3F), le Président évoque notamment les points suivants:
  - M. Mark Richard (Etats-Unis d'Amérique) ayant pris sa retraite, il est remplacé par M. Edmond Dunga (Albanie) au sein du Bureau nouvellement constitué du GRECO;
  - les délégations sont encouragées à réagir à son invitation aux chefs de délégation à proposer des questions prioritaires pour les prochains tours de table en plénière, à la fois sur les questions générales et sur le niveau d'application de certaines recommandations « communes » formulées dans les rapports du premier ou du deuxième cycle d'évaluation du GRECO. Les propositions devraient être communiquées par écrit au Secrétaire Exécutif pour le 1<sup>er</sup> mai 2007 afin de permettre au Bureau 39 (11 mai 2007) de définir les questions à soumettre lors du premier tour de table du GRECO prévu pendant le GRECO 33 (cf. la lettre du Président datée du 27 février 2007);
  - s'agissant de la lettre du Secrétaire Exécutif datée du 28 novembre 2006 qui prie les chefs de délégation de présenter leurs listes d'évaluateurs pour le

troisième cycle, le Président demande à ceux qui n'y ont pas encore répondu de le faire dans les meilleurs délais;

- désormais, les rapports d'évaluation et de conformité/addenda du GRECO seront assortis d'une invitation aux pays concernés à traduire leur rapport dans leur langue nationale et à publier cette traduction;

- l'Institut fédéral mexicain pour l'accès aux documents publics sera invitée à une audition pendant le GRECO 33;

7. Le Président indique enfin à la plénière sa participation à certaines activités du projet conjoint du Conseil de l'Europe et de la Commission européenne "soutien à la bonne gouvernance: projet de lutte contre la corruption en Ukraine" (UPAC).

#### **IV. Informations du Secrétaire Exécutif**

8. Le Secrétaire Exécutif fait part des développements suivants qui sont intervenus depuis la 31<sup>e</sup> réunion plénière du GRECO (décembre 2006):

- dans son discours présenté devant le GRECO 31 à l'occasion de la Journée internationale de lutte contre la corruption, le Secrétaire général du Conseil de l'Europe a exprimé l'espoir que l'Italie, le Liechtenstein, Monaco et Saint-Marin puissent prochainement intégrer le GRECO; l'ancien Directeur général des Affaires juridiques avait ensuite attiré l'attention des autorités de ces pays sur les paroles du Secrétaire général par une lettre datée du 19 décembre 2006; à ce jour, il n'a eu aucune réponse. Depuis, Monaco a toutefois déposé son instrument de ratification de la Convention pénale sur la corruption, et devrait ainsi devenir le 45<sup>e</sup> membre du GRECO le 1<sup>er</sup> juillet 2007;

- les dates des visites d'évaluation du troisième cycle ont été fixées (Finlande et République slovaque: 11-15 juin, Slovénie et Royaume-Uni: 2-6 juillet 2007); les dates des visites dans les pays de la deuxième vage seront prochainement fixées;

- le Bureau a décidé de poursuivre, à sa 39<sup>e</sup> réunion, l'examen du niveau de conformité aux recommandations des premier et deuxième cycles d'évaluation, sur la base d'une analyse des recommandations partiellement ou non mises en œuvre que le Secrétariat parachèvera en vue de sa discussion par le Bureau 39 (11 mai 2007);

- la Communication sur le suivi de la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies contre la corruption (CNUC), adoptée par le GRECO 31 (décembre 2006), a été formellement soumise à la première Conférence des Etats parties à la CNUC (Amman, Jordanie, 10-14 décembre), à laquelle assistait le Secrétaire Exécutif. Des exemplaires des résolutions 1/1 (examen de l'application) et 1/2 (mécanisme de collecte d'informations sur l'application de la CNUC), adoptées à la conférence, sont disponibles. La décision 1/1 évoque un "mécanisme ou organe approprié pour faciliter l'application effective de la Convention", dont le format n'a pas encore été défini. La décision 1/2 mentionne notamment une "liste de contrôle pour l'auto-évaluation", dont un projet a été distribué à la conférence. Cette liste de contrôle a été conçue pour aider les pays à produire leur propre rapport sur l'application de la CNUC et, en particulier, pour les aider à estimer les besoins en assistance technique. Cette liste a depuis été soumise aux Etats parties pour être complétée, et les conclusions de cet exercice seront présentées à la deuxième session de la Conférence des Etats parties. Globalement, il est à noter le succès significatif de la Conférence qui a abouti à un accord sur la nécessité de mettre en place un mécanisme de contrôle contraignant et sur

l'importance d'éviter de faire double emploi avec les mécanismes de contrôle internationaux et régionaux existants;

- il a également participé à une réunion du groupe d'experts de l'ONUDC (Vancouver, Canada, 9-11 mars 2007) qui a, entre autres, examiné la question des possibilités de développement supplémentaire de la liste susmentionnée de contrôle pour l'auto-évaluation, qui pourrait aboutir à l'élaboration d'un "instrument universel de contrôle", assorti d'un mode d'emploi pour l'établissement des rapports et pour la collecte d'informations qualitatives plus détaillées. Les autres décisions relatives au processus d'examen, y compris le contenu d'un instrument d'examen, seront prises par la Conférence des Etats parties à la CNUC lors de sa deuxième session, en 2007.

#### **V. Procédure d'évaluation des premier et deuxième cycles conjoints - Ukraine**

9. Après l'introduction par les membres de l'équipe d'évaluation (cf. liste des participants) et les observations des représentants du pays concerné, il a été procédé à une première lecture du projet de rapport d'évaluation et à des discussions en plénière. Une deuxième lecture d'un projet révisé, préparé par le Secrétariat à la lumière des débats, précède l'adoption du rapport.
10. Le GRECO adopte, après deux lectures, le Rapport d'Evaluation des Premier et Deuxième Cycles conjoints sur l'Ukraine (Greco Eval I-II Rep (2006) 2F).
11. Le GRECO invite les autorités ukrainiennes à autoriser la publication de ce rapport dans les meilleurs délais.

#### **VI. Procédure de conformité du premier cycle – Albanie, République tchèque, Hongrie, Lituanie, Pays-Bas, «l'ex-République yougoslave de Macédoine»**

12. Les projets d'addenda aux Rapports de conformité du premier cycle reposent sur les informations communiquées par les autorités des pays concernés, comme le demandent les conclusions des Rapports de conformité du premier cycle du GRECO. A l'issue d'une lecture détaillée, le GRECO adopte les Addenda aux Rapports de Conformité du Premier Cycle sur l'Albanie (Greco RC-I (2004) 11F Addendum), la République tchèque (Greco RC-I (2004) 12F Addendum), la Hongrie (Greco RC-I (2004) 14F Addendum), la Lituanie (Greco RC-I (2004) 6F Addendum), les Pays-Bas (Greco RC-I (2004) 13F Addendum) et « l'ex-République yougoslave de Macédoine » (Greco RC-I (2004) 15F Addendum), mettant ainsi fin à la procédure de conformité du premier cycle à l'égard de ces pays.
13. Le GRECO note avec satisfaction que les autorités de l'Albanie, de la République Tchèque, de la Hongrie et de « l'ex-République yougoslave de Macédoine » ont autorisé la publication des Addenda les concernant.
14. Les autorités de la Lituanie et des Pays-Bas sont invitées à autoriser, dans les meilleurs délais, la publication des Addenda concernant leur pays.

#### **VII. Procédure de conformité du deuxième cycle – Belgique, Danemark, France**

15. Les projets de Rapports de Conformité du Deuxième Cycle sur la Belgique, le Danemark et la France ont été préparés sur la base des rapports de Situation communiqués par les autorités concernées et en consultation avec les rapporteurs désignés au titre d'Andorre et de la Moldova pour la Belgique, de la Norvège et de

l'Espagne pour le Danemark et de la Belgique et de la Roumanie pour la France. Les rapporteurs ont communiqué à la plénière leurs observations sur les projets de rapports de conformité, et il s'ensuit une lecture détaillée de chacun des rapports.

16. A l'issue d'une première lecture, le GRECO constate le faible niveau de conformité qui ressort du projet de Rapport de Conformité du Deuxième Cycle sur la Belgique. Compte tenu des informations fournies par le représentant de la Belgique, qui annonce l'adoption imminente de nouvelles mesures législatives pertinentes, le GRECO décide de reporter l'adoption du rapport au GRECO 33 (29 mai – 1<sup>er</sup> juin). Les autorités de la Belgique sont priées de soumettre, dans l'intervalle, toute information supplémentaire pertinente sur l'application des recommandations du deuxième cycle du GRECO pour examen par le Bureau lors de sa 39<sup>e</sup> réunion (c'est-à-dire dès que possible avant le 11 mai 2007).
17. Le GRECO adopte les Rapports de Conformité du Deuxième Cycle sur le Danemark (Greco RC-II (2007) 2F) et sur la France (Greco RC-II (2006) 12F) et invite les autorités de ces deux pays à autoriser, dans les meilleurs délais, la publication de ces rapports.
18. Le Président rappelle à la plénière que le Bureau 39 (11 mai 2007) poursuivra l'examen des problèmes de niveau de conformité aux recommandations des premier et deuxième cycles d'évaluation du GRECO (cf. Rapport du Bureau 38 - Greco (2007) 3F). La question soulevée à la présente réunion, visant à déterminer quel niveau de conformité devrait enclencher la procédure de non-conformité (article 32 du Règlement Intérieur), sera examinée à cette occasion.
19. Par souci de cohérence, le représentant du Danemark évoque la décision 7, adoptée par le GRECO 14 (juillet 2003): "... les rapports de conformité (RC) ne feront pas mention des informations éventuelles fournies par les membres dans leurs rapports RS sur la mise en œuvre des observations émises dans le rapport d'évaluation les concernant". Le Président indique à la plénière que le Bureau 39 (11 mai 2007) abordera la question d'une éventuelle modification du Règlement Intérieur du GRECO visant à prendre en compte cette décision antérieure.

#### **VIII. Septième rapport général d'activités (2006)**

20. Le GRECO adopte son Septième rapport général d'activités (2006) (Greco (2007) 1F Final) – comprenant un chapitre sur « la protection des donneurs d'alerte » préparé par M. Paul STEPHENSON, de *Public Concern at Work* (Royaume-Uni), qui était membre du Bureau du GRECO pendant le deuxième cycle d'évaluation. Le Secrétariat est chargé de communiquer ce rapport au Comité statutaire du GRECO et au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, conformément à l'article 8, paragraphe 1, iii du Statut.

#### **IX. Troisième Cycle d'Evaluation**

21. **L'Atelier de lancement (formation) sur le financement des partis politiques** s'est tenu les 22 et 23 mars. Il était conçu pour offrir aux évaluateurs pour le troisième cycle et aux membres des délégations des avis d'experts sur les questions susceptibles d'être abordées dans le cadre du Thème II du Troisième Cycle d'Evaluation du GRECO. Huit spécialistes sont intervenus (cf. programme reproduit en Annexe III). Se fondant sur le questionnaire d'évaluation du GRECO sur le financement des partis politiques, la recherche, les systèmes nationaux (règles et pratiques) et l'expérience professionnelle, ils ont signalé des aspects auxquels les évaluateurs devront être attentifs lors des visites d'évaluation sur place. Un évaluateur expérimenté a proposé des conseils pratiques pour la

participation aux évaluations du GRECO; il a expliqué le rôle des évaluateurs dans la procédure avant et pendant les visites sur place, et pendant l'élaboration des rapports d'évaluation, du début de leur rédaction à leur adoption. Chaque session a été suivie d'une série de questions et de discussions. Mme Patricia Peña (ancienne directrice du service de la Réglementation de la Commission électorale du Royaume-Uni) a présenté une synthèse des conclusions de l'atelier à la fin de la session finale.

22. Les délégations chargent le Secrétariat de veiller à ce que les conclusions de l'atelier soient mises à la disposition de tous les évaluateurs pour le financement des partis politiques et qu'elles soient reflétées dans le Vademecum destiné aux évaluateurs.
23. Les délégations du GRECO s'accordent sur la grande utilité d'un tel atelier de formation pour toutes les parties participant aux procédures d'évaluation mutuelle du GRECO, et décident de charger le Secrétariat d'étudier la possibilité d'organiser - sous réserve de disponibilité du financement nécessaire - un **atelier similaire sur le Thème I du Troisième Cycle d'Evaluation: Incriminations** au cours du GRECO 33 (29 mai – 1<sup>er</sup> juin).

#### **X. Adoption des décisions**

24. Les décisions de la 32<sup>e</sup> réunion plénière sont adoptées telles qu'elles figurent dans le document Greco (2007) 4F.

#### **XI. Dates des prochaines réunions**

25. La 33<sup>e</sup> Réunion Plénière se tiendra à Strasbourg du 29 mai au 1<sup>er</sup> juin 2007. Le GRECO note que le Bureau tiendra sa 39<sup>e</sup> réunion à Strasbourg le 11 mai 2007.

## **ANNEXE I**

### **LIST OF PARTICIPANTS / LISTE DES PARTICIPANTS<sup>1</sup>**

#### **ALBANIA / ALBANIE**

M. Edmond DUNGA  
Inspector, Department of Internal Administrative Control , and Anti-Corruption (DIAC)  
Council of Ministers

#### **ANDORRA/ANDORRE**

M. Ivan ALIS SALGUERO (Chef de délégation)  
Avocat , Assesseur du Ministère de l'Intérieur et de la Justice

#### **ARMENIA / ARMENIE**

Mr Artur OSIKYAN (Head of delegation)  
Deputy Head of the State Tax Service

#### **AUSTRIA / AUTRICHE**

Mr Christian MANQUET (Head of delegation)  
Head of Unit, Directorate for Penal Legislation, Federal Ministry of Justice

#### **AZERBAIJAN / AZERBAIDJAN**

Mr Kamran ALIYEV  
Head of Department, Prosecutor General's Office

#### **BELGIUM / BELGIQUE**

Mle Claire HUBERTS (Chef de délégation)  
Conseillère adjointe, Service des questions pénales, générales et int<sup>ales</sup>, DG de la Législation pénale  
et des Droits de l'Homme, Ministère de la Justice

#### **BOSNIA AND HERZEGOVINA / BOSNIE-HERZEGOVINE**

Mr Srdja VRANIC  
National Public Administration Reform (PAR) Coordinator, Office of the Chairman, Council of  
Ministers

#### **BULGARIA / BULGARIE**

Mr Georgi RUPCHEV (Head of delegation)  
Director of International Cooperation and European Integration, Ministry of Justice

#### **CROATIA / CROATIE**

Mr Marin MRČELA (Head of delegation)  
**Vice-Président du GRECO – Vice-President of GRECO**  
Judge at the County Court in Zagreb

#### **CYPRUS / CHYPRE**

Mrs Rena PAPAETI-HADJICOSTA  
Counsel of the Republic 'A', Law Office of the Republic

---

<sup>1</sup> La liste des participants à l'Atelier de lancement du troisième cycle d'évaluation sur le financement des partis politiques est disponible sur simple demande.

## **CZECH REPUBLIC / REPUBLIQUE TCHEQUE**

Ms Helena LIŠUCHOVÁ (Head of delegation)  
International Department, Section for International Organisations and International Co-operation,  
Ministry of Justice

## **DENMARK / DANEMARK**

Mr Flemming DENKER  
Deputy Director, Public Prosecutor for Serious Economic Crime

## **ESTONIA / ESTONIE**

Ms Mari-Liis LIIV (Head of delegation)  
Head of Criminal Statistics and Analysis Division, Criminal Policy Department, Ministry of Justice

Mr Mait LAARING  
Advisor, Public Law Division, Legislative Policy Department, Ministry of Justice

## **FINLAND / FINLANDE**

Mr Kaarle J. LEHMUS (Head of delegation)  
Inspector General of the Police, Ministry of the Interior

Ms Helinä LEHTINEN  
Ministerial Advisor, Ministry of Justice, Crime Policy Department

## **FRANCE**

Mme Claire MORICE (Chef de délégation)  
Chargée de Mission, Direction des Affaires juridiques, Ministère des Affaires étrangères

## **GEORGIA / GEORGIE**

Mr Vakhtang LEJAVA (Head of delegation) – **Apologised / Excusé**  
Deputy State Minister on Reforms Coordination, State Chancellery

## **GERMANY / ALLEMAGNE**

Mr Malte MERZ  
State Prosecutor, Ministry of Justice

Mr Wolfgang SCHMID  
Senior Prosecutor, Prosecution Office Stuttgart

## **GREECE / GRECE**

Mr Dimitrios GIZIS  
Assistant Public Prosecutor, Athens Court of First Instance

## **HUNGARY / HONGRIE**

Mr Ákos KARA (Head of delegation)  
Deputy Head of Department, Ministry of Justice

## **ICELAND / ISLANDE**

Ms Ragna ARNADOTTIR (Head of delegation) – **Apologised / Excusée**  
Deputy Permanent Secretary, Director of Legal Affairs, Ministry of Justice

## **IRELAND / IRLANDE**

Ms Therese MOLYNEUX  
Assistant Principal Officer, Criminal Law Reform Division, Department of Justice, Equality and Law Reform

## **LATVIA / LETTONIE**

Mrs Violeta ZEPPA-PIEDĪTE  
Head of Legal Division, Corruption Prevention and Combating Bureau

## **LITHUANIA / LITUANIE**

Ms Aušra BERNOTIENE (Head of delegation)  
Director, Department of International Law , Ministry of Justice

Ms Elena KONCEVICIUTE  
International Relations Officer, International Cooperation Division, Special Investigation Service

## **LUXEMBOURG**

M. Jean BOUR (Chef de délégation) – **Apologised / Excusé**  
Procureur d'Etat, Parquet du Tribunal d'Arrondissement de Diekirch

## **MALTA / MALTE**

Mr Silvio CAMILLERI (Head of delegation)  
Attorney General, Attorney General's Office, The Palace

## **MOLDOVA**

Mme Cornelia VICLEANSCHI (Chef de délégation)  
Procureur, Chef de la Section Générale, Bureau du Procureur Général

## **REPUBLIC OF MONTENEGRO / REPUBLIQUE DU MONTENEGRO**

Ms Vesna RATKOVIC, (Head of delegation)  
Director, Directorate for Anti-Corruption Initiative

Ms Ana NIKOLIC  
Senior Advisor, Directorate for Anti-Corruption Initiative

## **NETHERLANDS / PAYS-BAS**

Ms Eline WEEDA (Head of delegation)  
Senior policy maker at the Investigation Department, Ministry of Justice

Ms Alphones CHAN  
Policy officer, Ministry of Justice

## **NORWAY / NORVEGE**

Mr Dag NENNINGSLAND  
Senior Adviser, Ministry of Justice and Police

## **POLAND / POLOGNE**

Mr Cezary MICHALCZUK (Head of delegation)  
Prosecutor, Department of International Cooperation and European Law, Ministry of Justice

Mme Iwona JANOWSKA-MARCINIAK  
Senior Specialist, Ministry of Finance, Bureau of Fiscal Documentation

## **PORTUGAL**

Mr Jorge MENEZES FALCÃO (Chef de délégation)  
Conseiller Juridique, Bureau des Relations Internationales, Ministère de la Justice

## **ROMANIA / ROUMANIE**

Ms Laura-Oana STEFAN (Head of delegation)  
Director, Department for Relations with the Public Ministry, Crime and Corruption Prevention,  
Ministry of Justice

## **RUSSIAN FEDERATION / FEDERATION DE RUSSIE**

Mr Oleg SAFONOV (Head of Delegation)  
Deputy Minister of the Interior

Mr Sergey GERASIMOV  
Deputy Head , Department for Constitutional Rights of Citizens, Administration of the President

Mr Vladimir KALANDA  
First Deputy Director, Federal Migration Service

Ms Veronika MILINCHUK  
Deputy Director, General Procuratura's Institute of Rule of Law and Legal Order Studies

Mr Ivan VOLODIN  
Deputy to the Permanent Representative of the Russian Federation to the Council of Europe

## **REPUBLIC OF SERBIA / REPUBLIQUE DE SERBIE**

Mr Jovan COSIC  
Head of Department for normative issues, Ministry of Justice

## **SLOVAK REPUBLIC / REPUBLIQUE SLOVAQUE**

Mr Daniel GABČO (Head of Delegation)  
Head of the Department of Strategic Analysis and International Co-operation, Combating  
Corruption Bureau, Police Force Presidium

Ms Alexandra KAPIŠOVSKÁ  
Adviser of the Department of International Affairs, Ministry of Justice

## **SLOVENIA / SLOVENIE**

Mr Drago KOS  
**President of GRECO / Président du GRECO**  
Chairman, Commission for the Prevention of Corruption

Mr Jure ŠKRBEČ  
Researcher, Faculty for Criminal Justice, External consultant, Commission for the Prevention of  
Corruption

## **SPAIN / ESPAGNE**

Mr Rafael VAILLO  
Legal Counsellor, Ministry of Justice

## **SWEDEN / SUEDE**

Mrs Lena HÄLL ERIKSSON (Head of delegation)  
Director General, Ministry of Justice

## **SWITZERLAND / SUISSE**

M. Ernst GNÄGI (Chef de délégation)  
Chef de la section droit pénal international, Office fédéral de la Justice

## **"THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC OF MACEDONIA" / "L'EX-RÉPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACÉDOINE"**

Mme Snezana MOJSOVA (Chef de délégation)  
Chef de Division de l'Intégration Européenne et de la Coopération Internationale, Ministère de la Justice

Ms Biljana NIKOLOVSKA ZAGAR  
Agence des agents publics

## **TURKEY / TURQUIE**

M. Ergin ERGÜL (Chef de délégation)  
Magistrat, Directeur Général Adjoint, Direction Générale du Droit International et des Relations Extérieures, Ministère de la Justice

Mr Adnan KARADENİZ  
Chief Superintendent, Deputy Head of Foreign Relations Department, Turkish National Police

Mr Mustafa BALTACI  
Deputy Director, Prime Minister's Office, Inspection Board

## **UKRAINE**

Mr Ruslan RIABOSHAPKA (Head of delegation)  
Head of the Department of Legal Issues, Law Enforcement Activity and Fight against Crime  
Ministry of Justice

Mr Mykhaylo BUROMENSKIY  
President of the Institute of Humanitarian Research

Mr Olexander PRYKHODKO  
Deputy Unit Supervisor, Office of the Prosecutor General

Ms Olena SMIRNOVA  
Anti-Corruption Legislation Development Unit Supervisor,  
Department of Legal Issues, Law Enforcement Activity and Fight against Crime, Ministry of Justice

## **UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI**

Mr Tom BARNES  
Criminal Law Policy Unit, Home Office, Sentencing and Offences Unit

Ms Pauline PROSSER, Dept. of Constitutional Affairs

Ms Anna MYERS  
Deputy Director, Public Concern at Work

## **UNITED STATES OF AMERICA / ETATS-UNIS D'AMERIQUE**

Mr Richard M. ROGERS (Head of delegation)  
Senior Counsel to the Assistant Attorney General, Criminal Division, Department of Justice

**GRECO EVALUATION TEAMS / EQUIPES D'EVALUATION DU GRECO**

**Joint First and Second Round Evaluation of Ukraine /  
Evaluation des Premier et Deuxième Cycles conjoints de l'Ukraine**

Ms Alexandra KAPIŠOVSKÁ (**Slovakia / Slovaquie**)  
Adviser of the Department of International Affairs, Ministry of Justice

Mr Wolfgang SCHMID (**Germany / Allemagne**)  
Senior Prosecutor, Prosecution Office Stuttgart

Mr Algimantas ČEPAS (**Lithuania / Lituanie**) – **Apologised / Excusé**  
Director, Law Institute of Lithuania

Ms Anna MYERS (**United Kingdom / Royaume-Uni**)  
Deputy Director, Public Concern at Work

**RAPPORTEURS**

**Second Round Compliance Reports / Rapports de Conformité du Deuxième Cycle**

**RC-II BELGIUM / BELGIQUE**

M. Ivan ALIS SALGUERO (Andorra / Andorre)

Mme Cornelia VICLEANSCHI (Moldova)

**RC-II DENMARK / DANEMARK**

Mr Dag NENNINGSLAND (Norway / Norvège)

Mr Rafael VAILLO RAMOS (Spain / Espagne)

**RC-II FRANCE**

Mme Claire HUBERTS (Belgium / Belgique)

Ms Laura-Oana STEFAN (Romania / Roumanie)

**PRESIDENT OF THE STATUTORY COMMITTEE OF GRECO / PRÉSIDENT DU COMITÉ  
STATUTAIRE DU GRECO**

Mme Anna LAMPEROVA – **Apologised / Excusée**  
Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire, Représentation Permanente de la Slovaquie auprès  
du Conseil de l'Europe

**PARLIAMENTARY ASSEMBLY OF THE COUNCIL OF EUROPE / ASSEMBLEE  
PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE**

M. Jaume BARTUMEU CASSANY  
Membre du Conseil Général

Mme Isild HEURTIN, Secrétaire Adjointe de la Commission

**REPRESENTATIVE OF THE CDCJ / REPRÉSENTANT DU CDCJ**

**Apologised / Excusé**

**REPRESENTATIVE OF THE CDPC / REPRÉSENTANT DU CDPC**

Mr Damir VEJO  
Head of the Department for Organised Crime and Corruption, Ministry of Security of Bosnia and Herzegovina

**OBSERVER UNITED NATIONS – UNODC / OBSERVATEUR NATIONS UNIES – ONUDC**

**Apologised / Excusé**

**OBSERVER OECD / OBSERVATEUR OCDE**

Ms Olga SAVRAN  
Anti-Corruption Network for Transition Economies within Anti-Corruption Division

**COUNCIL OF EUROPE SECRETARIAT / SECRETARIAT DU CONSEIL DE L'EUROPE**

Mr Wolfgang RAU, Executive Secretary of GRECO, Directorate General I – Legal Affairs

Mr Björn JANSON, Administrative Officer, Directorate General I – Legal Affairs

Mr Christophe SPECKBACHER, Administrative Officer, Directorate General I – Legal Affairs

Ms Laura SANZ-LEVIA, Administrative Officer, Directorate General I – Legal Affairs

Ms Tania VAN DIJK, Administrative Officer, Directorate General I – Legal Affairs

Ms Elspeth REILLY, Assistant, Directorate General I – Legal Affairs

Ms Penelope PREBENSEN, Administrative Assistant (Evaluation rounds), Directorate General I – Legal Affairs

Mme Laure HEIM, Assistante (Evaluation rounds), Directorate General I – Legal Affairs

Mme Marie-Rose PREVOST, Assistante (Evaluation rounds), Directorate General I – Legal Affairs,

Ms Simona GHITA, Webmaster, Direction Générale I - Affaires Juridiques, Conseil de l'Europe,

**INTERPRETERS / INTERPRETES**

Mme Sally BAILEY  
Mme Chloé CHENETIER  
Mme Julia TANNER

## **ANNEXE II**

### **AGENDA / ORDRE DU JOUR**

1. Opening of the meeting at **09h30** / *Ouverture de la réunion à 09h30*
2. Adoption of the agenda / *Adoption de l'ordre du jour*
3. Information from the President and the Executive Secretary (including on Bureau 38) / *Information du Président et du Secrétaire Exécutif (y compris sur Bureau 38)*
4. First reading / *Première lecture* :  
  
draft Joint First and Second Round Evaluation Report on / *projet de Rapport d'Evaluation des Premier et Deuxième Cycles conjoints sur* :  
- **Ukraine** : Monday / *lundi*  
  
Evaluators and the national delegation concerned are requested to be available during the following periods: / *Les évaluateurs et délégations nationales concernés sont invités à être disponibles pendant les périodes suivantes* :  
- **Ukraine** : Monday all day and Tuesday morning / *Lundi toute la journée et mardi matin*
5. Examination and adoption of the Addenda to the First Round Compliance Reports on **Albania, the Czech Republic, Hungary, Lithuania, the Netherlands and "the former Yugoslav Republic of Macedonia"** / *Examen et adoption des Addenda aux Rapports de Conformité du Premier Cycle sur l'Albanie, la République Tchèque, la Hongrie, la Lituanie, les Pays-Bas et « l'ex-République yougoslave de Macédoine »*
6. Examination and adoption of the Second Round Compliance Reports on **Belgium, Denmark and France** / *Examen et adoption des Rapports de Conformité du Deuxième Cycle sur la Belgique, le Danemark et la France*
7. Draft Seventh General Activity Report (2006) (approved by Bureau 38 – for adoption) / *Projet du Septième rapport général d'activités (2006) (approuvé par le Bureau 38 – pour adoption)*
8. **Second reading** and adoption of the draft joint First and Second Round Evaluation Report on **Ukraine (Wednesday)** / **Deuxième lecture** et adoption du projet de Rapport d'Evaluation des Premier et Deuxième Cycles conjoints sur l'**Ukraine (mercredi)**
9. Third Evaluation Round – **Start-up Training Workshop** on party financing (Thursday 09h30 – Friday 13h00, Room 9) / **Troisième Cycle d'Evaluation – Atelier de lancement (formation)** sur le financement des partis politiques (jeudi 09h30 – vendredi 13h00, Salle 9)
10. Miscellaneous / *Divers*
11. Adoption of decisions / *Adoption des décisions*

Dates of next meetings / *Dates des prochaines réunions*

### ANNEXE III

#### **TROISIEME CYCLE D'EVALUATION – ATELIER DE LANCEMENT (FORMATION) SUR LE FINANCEMENT DES PARTIS POLITIQUES Programme**

<b>Mardi 22 mars</b>	
<b>Session introductive</b>	
9.30-9.45	Mot de bienvenue et introduction générale par le Président
9.45-10.15	<b>Mode opératoire des évaluations GRECO:</b> organisation, rôle des évaluateurs, questionnaire du 3e cycle et autres documents de travail, présentation de l'atelier; présentation d'une évaluation typique, aspects logistiques etc.  Présentation par un évaluateur expérimenté du second cycle, M. Pierre-Christian Soccoja (Chef du Service Central de Prévention de la Corruption – France), et par le Secrétariat.
10.15-11.15	<b>Le point de vue de la société civile et du secteur académique:</b> liens entre corruption et financements politiques; importance du phénomène; nature et types de problèmes; vulnérabilités et risques; réponses étatiques.  Mme Angela Keller-Herzog, Secrétariat de Transparency International, manager of global programmes M. Ulrich Von Alemann, Professeur, Institut pour le droit des partis politiques, Université de Düsseldorf
11.15 jusqu'au déjeuner	Commentaires et questions des participants, discussion générale
<b>Session 1</b>	<b>Transparence - Points 12-17 du questionnaire</b>
14.15 – 16.15	<b>- Obligation pour les partis politiques et les entités qui leur sont liées de tenir une comptabilité adéquate (art. 11)</b> <b>- Livres de compte concernant les contributions et les contributeurs (art. 12a et b)</b> <b>- Publicité des comptes (art. 13b)</b>  M. Yves-Marie Doublet, Service des Affaires Juridiques de l'Assemblée Nationale, France M. Arthur De Groot, Deloitte & Touche, Pays Bas M. Marcin Walecki, Conseiller sur le financement politique, <i>IFES et European University Institute</i>  Suivi des commentaires et questions des participants, discussion générale
Pause	
<b>Session 2</b>	<b>Contrôle – Points 18-23 du questionnaire</b>
16.30-18.30	<b>- Surveillance générale du financement des partis politiques, entités associées, campagnes électorales, représentants élus, candidats aux élections et contributions effectuées en vue de soutenir un effort particulier ou par l'intermédiaire d'une tierce partie ; principales caractéristiques des niveaux national et sous-national (art. 14a)</b> <b>- Vérification des comptes et des dépenses des partis politiques, ainsi que des dépenses associées à des campagnes électorales ; principales caractéristiques des niveaux national et sous-national (art. 14b)</b>  Mme Patricia Peña, ex-Directrice du service de la réglementation de la Commission électorale du Royaume-Uni M. Ulrich Von Alemann M. Alvis Vilks, Directeur adjoint, Bureau de Prévention et de Lutte contre la Corruption de Lettonie  Suivi des commentaires et questions des participants, discussion générale
<b>Vendredi 23 mars</b>	
<b>Session 3</b>	<b>Sanctions – Points 24-29 du questionnaire</b>
9.30 – 11.30	<b>- Sanctions/mesures relatives à la violation des règles nationales en matière de financement des partis politiques/campagnes électorales</b>  M. Alvis Vilks M. Yves-Marie Doublet M. Marcin Walecki  Suivi des commentaires et questions des participants, discussion générale
Pause	
12.00-13.00	<b>Conclusions</b> Mme Patricia Peña